



Numéro de la consultation : **2026AC000030**
Numéro du contrat : **2026AC000030-1 (lot 1)**

Service :
Service Environnement de Travail et Infrastructure

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTI TECHNIQUE DU SITE DE
L'ADEME A ANGERS (LOT 1)**

Parties contractantes

Acheteur :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement ayant son siège social :

20 Avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 ANGERS Cédex 01 inscrite au registre du commerce d'ANGERS sous le n° 385 290 309

1. représentée par Madame Patricia BLANC
agissant en qualité de Directrice générale déléguée

désignée ci-après par **"l'ADEME"**

Sommaire

1.OBJET	6
2.ÉTENDUE ET LIMITES DES PRESTATIONS	6
2.1Nature, contenu et décomposition du Contrat.....	6
2.2Conditions générales d'exécution des prestations	6
2.2.1Nature, forme des prix et montants maximum des prestations faisant l'objet de bons de commandes	6
2.2.2Prestations à bons de commandes sur la base des prix unitaires	7
2.3Obligation de résultat	11
2.3.1Considérations environnementales et sociales	12
2.3.2Personnel du Titulaire	13
2.3.3Accompagnement renforcé de l'ADEME au début de l'exécution de l'accord-cadre.....	14
2.3.4Prise en charge des installations	15
2.3.5Suivi des garanties	16
2.3.6Incidents.....	17
2.3.7Sinistres	17
2.3.8Remise du matériel et des équipements en fin de marché	18
2.4Durée d'exécution	19
2.5Modifications	19
2.6Réexamen	19
2.6.1Evolution de la réglementation	19
2.6.2Défaillance d'un membre du groupement	20
2.6.3Disparition ou évolution d'un indice de révision de prix.....	20
2.6.4Modification des prestations prévues au bordereau des prix unitaires.....	20
2.6.5Modification de la consistance du patrimoine (parc des matériels, équipements, installations)	21
3.DISPOSITIONS FINANCIERES	22
3.1Avance.....	22
3.2Caractéristiques des prix.....	22
3.3Factures et conditions de versement.....	24
3.4Retard de versement.....	26
3.5Variation des prix	26
3.5.1Révisions des prix relatifs aux prestations de maintenance dites « P2 »	26
3.5.2Révisions des prix unitaires relatifs aux prestations faisant l'objet de bons de commandes	27
3.6PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS	29
3.6.1Acceptation des sous-traitants.....	29

3.6.2 Modalités de paiement des Cotraitants	29
3.6.3 Modalités de paiement des Sous-traitants	29
3.7 CEE	30
3.7.1 Transfert de propriété des CEE	30
3.7.2 Contrepartie au transfert des CEE	30
3.7.3 Valorisation	31
3.8 Réception et garantie des prestations	31
3.8.1 Réception	31
3.8.2 Garanties	31
3.9 Résiliation totale ou partielle	33
4. CONFIDENTIALITE	34
4.1 Définitions	34
4.2 Obligation de confidentialité	34
4.3 Exception à l'obligation de confidentialité	35
5. CESSION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	35
5.1 Périmètre de la cession	35
5.2 Garantie de jouissance paisible	37
5.3 Rémunération de la cession	37
5.4 Protection des Résultats	38
6. MAITRISE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)	38
6.1 Obligation générale d'information	38
6.2 Conformité réglementaire	38
6.3 Obligation de compétence et de compréhension	38
6.4 Dispositif d'accompagnement pédagogique	38
7. PÉNALITÉS	39
7.1 Dispositions générales	39
7.2 Pénalités générales	40
7.3 Pénalités spécifiques aux prestations de chauffage, climatisation et rafraîchissement	42
7.4 Pénalités spécifiques aux prestations hors forfait faisant l'objet de bons de commande	42
7.5 Pénalités applicables en cas de non-respect des considérations environnementales et sociales	43
7.6 Pénalités applicables en cas de non-respect des règles de sécurité et d'hygiène du chantier	44
8. MESURES COERCITIVES – MISE EN REGIE - RESILIATION	44
8.1 Mise en régie	44
8.2 Résiliation pour faute	44
9. AUTRES DISPOSITIONS	46

9.1Nantissement et cession de créances.....	46
9.2Sous-traitance	46
9.3Dispositions relatives à la co-traitance	47
9.4Protection de l'environnement	48
9.5Protection de la main d'œuvre	48
10.RESPONSABILITE	50
11.ASSURANCES.....	50
12.DIFFERENDS ET LITIGES/ LEGISLATION APPLICABLE	51
13.RESPONSABLES RESPECTIFS ET COORDONNEES.....	52
14.PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	52
15.VALIDITE	53
16.DEROGATIONS AU CCAG FCS	53

1. OBJET

L'ADEME confie au titulaire, qui accepte, la réalisation de prestations d'exploitation – maintenance multi technique des équipements et installations de l'ADEME pour les sites d'Angers, et de Valbonne.

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les conditions et modalités de réalisation des prestations ainsi commandées, ainsi que les droits et obligations de chacune des parties signataires.

2. ÉTENDUE ET LIMITES DES PRESTATIONS

2.1 Nature, contenu et décomposition du Contrat

L'accord-cadre porte sur deux lots :

- Lot n°1 – Site d' Angers.

L'accord-cadre est mono-attributaire : un seul accord-cadre sera conclu, pour chacun des lots.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans les Cahiers des clauses techniques particulières (CCTP), propre à chaque lot.

Le présent accord-cadre, pour le lot n°1, comprend un intéressement applicable après une année probatoire suivant les modalités définies au CCTP.

Le présent contrat se compose d'une partie à prix forfaitaire et d'une partie à prix unitaires comme indiqué dans l'annexe financière à l'Acte d'Engagement.

2.2 Conditions générales d'exécution des prestations

2.2.1 Nature, forme des prix et montants maximum des prestations faisant l'objet de bons de commandes

Le présent accord-cadre (ci-après dénommé « le marché » ou « l'accord-cadre ») prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande, à prix mixte (forfaitaire et unitaire) comprenant :

- **Prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires consistent à effectuer les prestations relatives à la maintenance préventive et curative (prestations P2).

- **Prestations fondées sur des prix unitaires :**

Le titulaire sera sollicité dans le cadre de prestations ponctuelles correspondant aux prestations qui n'entrent pas dans les prestations P2 pour :

- La fourniture et pose d'équipements dont le coût unitaire dépasse le seuil forfaitairement prévu au CCTP ;
 - La réalisation de prestations P2 qui seraient hors du périmètre identifié dans le marché ;
 - La réalisation de travaux de mise aux normes, d'amélioration / modernisation des équipements et installations ;
 - La réalisation de prestations et travaux pour faire face à des défaillances, dégradations accidentelles non imputables au Titulaire.

2.2.2 Prestations à bons de commandes sur la base des prix unitaires

Ces prestations feront l'objet de bons de commande. Ceux-ci seront établis par l'ADEME et adressés par voie électronique avec accusé de réception par retour de mail au titulaire pour exécution.

Chaque bon de commande comporte la référence de l'accord-cadre, la désignation des prestations, le délai d'exécution à compter de sa date d'envoi, le lieu de livraison, le montant TTC de la commande établi sur la base des prix unitaires, prévus à l'annexe 1 (annexe financière) de l'Acte d'Engagement qui en constitue de ce fait partie intégrante et les modalités de versement de la rémunération correspondante.

2.2.2.1 - Délai d'établissement des devis

Sauf délai contraire, entendu entre les Parties, le Titulaire disposera d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** (5 jours ouvrés en cas d'urgence) après la demande formulée par l'ADEME, pour remettre le(s) devis.

Ce délai s'applique quel que soit le nombre de devis demandé, la complexité des prestations à envisager, le nombre de site d'exécution. Le devis est obligatoirement accompagné d'un calendrier prévisionnel d'exécution.

En l'absence de remise d'un devis dans le délai sus-indiqué, ou en cas de remise d'un devis erroné et/ou ne répondant pas aux besoins exprimés par l'ADEME, le Titulaire est susceptible de se voir appliquer la pénalité prévue à l'article 7 du présent CCAP.

2.2.2.2 - Délai d'exécution des prestations commandées

Toutes les interventions font l'objet d'un bon de commande délivré par l'ADEME qui fixe le délai d'exécution global des prestations visées à la commande.

Ce délai inclut la période de préparation, l'approvisionnement, l'installation, les études sommaires d'exécution, la prise en compte des sujétions de phasage et d'enchaînement des tâches, le repliement de chantier, la remise en état, etc.

Les délais sont fonction du degré d'urgence de l'intervention :

- Pour des prestations ne présentant pas un caractère urgent :
 - Les dates d'intervention sont déterminées conjointement entre le Titulaire et l'ADEME, et sous réserve des dispositions contractuelles liant le Titulaire à l'ADEME.

- Ainsi, sauf dérogation expresse de l'ADEME (précommande, commandes exceptionnelles, commandes nécessitant une fabrication sur mesure, commande en période de fermeture des usines de fabrications), les prestations commandées doivent obligatoirement faire l'objet d'une planification, à l'initiative du Titulaire (concrétisée par la remise d'un calendrier d'exécution dont le modèle est normalisé en phase de démarrage du marché), dans les cinq (5) jours ouvrés qui suivent la réception du bon de commande et d'un commencement d'exécution dans la quinzaine (de date à date) qui suit la réception du bon de commande pour les prestations mettant en œuvre des équipements et matériaux disponibles sur les stocks courants du Titulaire et dans le mois pour les prestations mettant en œuvre des matériaux nécessitant un approvisionnement particulier.
- Pour des prestations présentant un caractère urgent :
 - Le Titulaire est tenu d'intervenir sur site dans les 2 jours calendaires qui suivent la réception du bon de commande par voie dématérialisée.
- Pour des prestations de conservation ou de sauvegarde faisant suite à un sinistre :
 - Le Titulaire est tenu d'intervenir sur site sans délai et au plus tard dans la demi-journée calendaire qui suit la demande téléphonique de l'ADEME. La situation sera régularisée au plus tôt par l'envoi par voie dématérialisée du bon de commande.
- Est « urgent » au sens de l'ADEME, notamment (et non exclusivement) :
 - un travail, qui ne saurait supporter d'être différé sans entraîner une dégradation de l'ouvrage et un coût supplémentaire liés à une augmentation de la masse des prestations découlant de cette dégradation ;
 - un travail, qui ne saurait supporter d'être différé, du fait de la survenance d'un événement susceptible d'atteindre à la sécurité des personnes et des biens.

La notion d'urgence est néanmoins laissée à la seule appréciation de l'ADEME qui n'a pas à la justifier.

En outre, le Titulaire s'engage à disposer d'une activité continue tout au long de l'année (pas de fermeture estivale annuelle, pas de fermeture pour inventaire – un fonctionnement avec des équipes réduites est néanmoins exceptionnellement autorisé).

2.2.2.3 - Modalités d'exécution des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'ADEME dans un délai de dix jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations à l'ADEME.

2.2.2.4 - Transmission des bons de commande

Les bons de commande sont transmis soit par courriel avec accusé de réception par retour de courriel, soit directement au Titulaire, ou à son représentant contre récépissé.

2.2.2.5 - Bons de commande modificatifs

Dans le cadre du présent Contrat, il pourra être délivré des bons de commande modificatifs. La délivrance d'un Bon de commande modificatif signé par l'autorité habilitée est obligatoire dans les cas suivants :

- prestations supplémentaires ou modificatives à l'initiative de l'ADEME ;
- augmentation du montant des prestations et travaux du fait et/ou à l'initiative de l'ADEME.

Si le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'accord-cadre, aux ordres de service ou bons de commande, l'ADEME le mettra en demeure d'y satisfaire, dans un délai de quinze (15) jours.

2.2.2.6 - Réception des prestations sur bons de commande

Le présent article est applicable uniquement si le montant de la commande dépasse 10 000€ HT. Dans le cas contraire, il sera fait application des stipulations prévues à l'article 3.8 du CCAP, sur la base des dispositions des articles 28 à 30 du CCAG FCS.

Le Titulaire avise l'ADEME, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux et prestations ont été achevés ou le seront.

L'ADEME procède, le Titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de trente jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin:

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par l'ADEME et signé par lui et par le Titulaire. Si le Titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au Titulaire.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, l'ADEME décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certains essais et épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie de parfait achèvement, ne sont pas concluantes, la réception est retirée.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, l'ADEME peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le Titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder trois (3) mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que celles applicables au procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu ci-dessus.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par l'ADEME dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, l'ADEME peut les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, l'ADEME peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une refaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par l'ADEME doit être précédée de leur réception.

Le présent article déroge aux articles 28, 29 et 30 du CCAG FCS.

2.2.2.7 - Exclusivité

Pour ces prestations, l'ADEME se réserve la possibilité de ne pas recourir exclusivement au présent accord-cadre (prestations réalisées à bons de commande).

Ces prestations pourront en effet être confiées à un tiers si le coût présenté dépasse le coût estimatif de l'ADEME (obtenu par sollicitation de devis concurrents, par estimation de l'ADEME, avec l'assistance ou non d'un bureau d'études tiers ...). De la même façon, cette dérogation sera applicable si le Titulaire se trouve dans l'impossibilité de fournir un équipement, une pièce d'équipement ... Ces hypothèses, si elles sont répétées, sont susceptibles de faire l'objet d'une procédure contradictoire et le cas échéant, d'une décision de résiliation, dans les conditions définies à l'article 8 du présent CCAP.

2.3 Obligation de résultat

L'accord-cadre est à obligations de résultats, avec mise en œuvre de moyens minimum correspondant :

- aux moyens minimum exigés au CCTP ;
- aux moyens définis par le Titulaire dans son Offre et qui fait partie intégrante des pièces contractuelles du Marché.

Les objectifs généraux en matière de résultats consistent à garantir la disponibilité, la pérennité, la performance, le suivi de l'état des installations et la satisfaction de l'ADEME et des usagers du site.

Cela comprend notamment :

- L'obligation de réalisation des opérations de conduite, de surveillance et de maintenance, conformément aux dispositions contractuelles du Marché ;
- La planification, la réalisation, la traçabilité, le contrôle et l'analyse de l'ensemble des opérations ;
- Le suivi et la réalisation effective des contrôles qualités périodiques ;
- L'engagement de reporting auprès de l'ADEME ;
- L'obligation de continuité de fonctionnement des installations objets du Marché ;
- L'obligation de conseil et d'information auprès de l'ADEME ;
- Le traitement et le suivi des anomalies et des non-conformités.

Le Titulaire recherche de façon continue l'amélioration des méthodes pour assurer une qualité de service optimale.

Il appartient au Titulaire de compléter si nécessaire les moyens minimaux qu'il a définis dans son projet d'organisation pour répondre aux obligations de résultats fixés au Marché.

Le Titulaire accepte de prendre en charge les prestations définies dans les conditions et selon les obligations figurant dans l'ensemble des documents constituant le Marché.

En particulier, il est expressément précisé que le nombre minimal de rondes techniques afférentes à la maintenance préventive, tel que prévu au CCTP (surveillance des installations), constitue une obligation de résultat, et doit être respecté sous peine des sanctions prévues aux articles 6 (pénalités) et 7 (résiliation pour faute) du présent CCAP. Néanmoins, ce nombre

de ronde ne constitue qu'un plancher. Pour satisfaire à son obligation de résultat quant à la disponibilité, la pérennité, la performance, le suivi de l'état des installations, le Titulaire peut être amené à dépasser ce nombre minimal de rondes, pour satisfaire à l'obligation de résultat

Le Titulaire justifie de l'accomplissement effectif de ces rondes techniques auprès de l'ADEME, par la signature du registre à l'accueil.

2.3.1 Considérations environnementales et sociales

En application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent marché intègre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations.

Il est attendu du Titulaire, pour l'ensemble de ces conditions d'exécution, une progression constante tout au long du marché.

Le Titulaire est également tenu de rendre compte de la mise en œuvre de ces considérations dans l'exécution de sa prestation, à l'occasion de la remise du rapport annuel tel que prévu au CCTP.

Le Titulaire fera droit à toute demande de l'ADEME, visant à obtenir un complément d'information sur la mise en œuvre de celles-ci (remise de documents et pièces justificatives complémentaires, précisions sur les éventuelles sources et données interrogées et exploitées...).

Enfin, il est rappelé que tout manquement dans la mise en œuvre des actions prévues en la matière au présent CCAP et dans l'Offre du Titulaire, sera susceptible de faire l'objet de sanctions, dans les conditions prévues aux articles 7 (pénalités) et 8 (résiliation) du CCAP.

2.3.2 Personnel du Titulaire

2.3.2.1 - Désignation

Le personnel d'intervention et de remplacement est nommément désigné par le Titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché.

Le Titulaire désigne un responsable privilégié de l'accord-cadre qui doit être accepté par l'ADEME et qui est l'interlocuteur direct et habituel de l'ADEME. Ses obligations minimales sont spécifiées par le CCTP.

Les personnes nommément désignées dans l'offre du Titulaire participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de ce marché, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

Le personnel d'intervention dispose de diplômes et compétences adaptés à justifier avant toute intervention des agents et doit de plus avoir obtenu une habilitation en rapport avec les installations électriques pour pouvoir intervenir.

L'organigramme nominatif et fonctionnel de l'équipe intervenant sur les installations d'une part et de l'agence ou de la représentation locale concernée d'autre part, remis avec le marché, est modifié si nécessaire au démarrage des prestations.

Il est indiqué les qualifications de chaque membre du personnel et les attributions de ce personnel (responsable, contremaître, chef d'équipe, ouvrier, ouvrier spécialiste). Le Titulaire doit informer l'ADEME de tout changement de personnel en cours de marché et garantir à l'ADEME, à l'occasion de ces changements, un niveau de compétence, expérience et

qualification du personnel correspondant à ses engagements contractuels. Dans le cas contraire, l'ADEME se réserve le droit de refuser le changement de personnel, à charge pour le Titulaire de proposer à nouveau du personnel conforme à ses engagements contractuels. Le Titulaire justifie le niveau de compétence, expérience et qualification du personnel à l'occasion de tout changement de personnel (a minima, par le biais d'un curriculum vitae).

L'ADEME pourra révoquer un intervenant non connu si le Titulaire n'a pas prévenu en cas de changement. Pour ce faire, il sera fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS. L'ADEME se réserve également le droit à tout moment :

- de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire ;
- de refuser l'accès du site, en tout ou partie ;
- Le renforcement en qualification du personnel du Titulaire.

2.3.2.2 - Obligation de réserve

Le Titulaire et son personnel, qui à l'occasion de l'exécution du marché ont reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, s'engagent à ne pas les diffuser. En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

2.3.2.3 - Formation

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 2.3.1, le Titulaire doit les actions de formation de son personnel et s'assurer de l'état des connaissances de son personnel sur le plan de la technique et de la sécurité.

En outre, le Titulaire aura à sa charge la formation initiale de son personnel pour tous les sites. Il mettra en place une documentation interne (une documentation qui lui est propre), regroupant les informations relatives au marché, de façon à ce que tout personnel, susceptible d'intervenir dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, soit parfaitement informé et apte à exécuter les prestations, sans qu'une quelconque passation ou information complémentaire, n'ait à être transmise par l'ADEME, laquelle n'a pas vocation à pallier un éventuel défaut dans la passation d'informations ou de compétences entre le(s) personnel(s) du Titulaire (exemple : défaut de passation à l'équipe d'astreinte). Des sollicitations de l'ADEME en ce sens seront susceptibles de révéler des manquements, eux même susceptibles de faire l'objet de pénalités dans les conditions prévues au présent CCAP.

Le Titulaire tient à jour un document permettant de juger de l'efficacité de la formation dispensée et en informe l'ADEME à chacune de ses demandes.

2.3.2.4 - Règlement et comportement

Le Titulaire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code du travail, hygiène, sécurité incendie, etc.). Il est rappelé qu'il est interdit d'introduire toute boisson alcoolisée dans les locaux placés sous la responsabilité du Titulaire.

Le personnel du Titulaire fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers, des usagers et des utilisateurs des bâtiments de l'ADEME.

2.3.3 Accompagnement renforcé de l'ADEME au début de l'exécution de l'accord-cadre

Avant tout début d'exécution des prestations de maintenance, dont le démarrage est prévu aux conditions définies à l'article 2.3, le Titulaire débute, à compter de la notification, une période de préparation à la prise en charge des installations et d'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage, d'une durée de trois mois.

Cette période de préparation sera jalonnée de réunion et temps d'échanges formels, à commencer par une réunion de lancement, dont les modalités et le contenu sont définis à l'article 6.3.8 du CCTP.

Cette période de préparation, le temps de présence et les diligences à accomplir à ce titre sont inclus dans le prix forfaitaire du titulaire.

2.3.4 Prise en charge des installations

Il est établi, à la date de prise en charge des installations, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux, dit « procès-verbal de prise en charge ».

Ce procès-verbal fixe la date de la prise en charge des installations par le Titulaire. Il est signé par toutes les parties concernées.

Les clefs et moyens d'accès seront remis au Titulaire à l'occasion de l'établissement du procès-verbal de prise en charge.

A la suite de la prise en charge, le Titulaire s'engage à intervenir sur les installations et leurs équipements faisant l'objet du présent contrat dans leur état de fonctionnement au moment de la prise en charge.

Le Titulaire déclare être informé :

- de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations dont il doit assurer la conduite ;
- des contraintes dues à leur destination ;
- des contraintes inhérentes aux sites ;
- des contraintes particulières d'accès liées aux locaux.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations ou de faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP. En aucun cas, les informations fournies dans le dossier ne pourront être utilisés par le Titulaire pour justifier la non-exécution de ses obligations contractuelles.

Le Titulaire porte au procès-verbal de prise en charge toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes.

Les mises en conformité à la réglementation et l'accessibilité des locaux ou des installations ou de leurs équipements sont à la charge de l'ADEME.

Les parties mentionnent les mises en conformité éventuellement nécessaires et visibles sur le procès-verbal de prise en charge. Le Titulaire dispose d'un délai complémentaire d'un mois à

compter de la prise en charge des installations ou de leurs équipements pour faire connaître, par un courrier recommandé ou par un mail avec accusé de réception, à l'ADEME les non-conformités à la réglementation complémentaire détectées. Une fois passé ce délai, si le Titulaire n'a pas signalé à l'ADEME ces non-conformités, le Titulaire devra mettre en place à ses risques et à ses frais des moyens provisoires pour assurer les prestations du présent marché et intervenir dans des conditions conformes à la réglementation sur les installations et leurs équipements. Ces moyens provisoires devront être maintenus jusqu'à ce que l'ADEME ait fait réaliser les travaux nécessaires.

A la suite de la prise en charge, sans préjudice de la clause de réexamen prévue à l'article 2.5, tous les autres travaux nécessaires sur les installations ou leurs équipements et non signalés dans les réserves du procès-verbal de prise en charge seront à la charge du Titulaire.

2.3.5 Suivi des garanties

Les équipements et installations sous garantie peuvent être :

- Des installations et équipements réceptionnés antérieurement à la date de prise d'effet du Marché ;
- Des installations nouvelles réceptionnées après la date de prise d'effet du Marché ;
- Des équipements et matériels achetés directement par l'ADEME.

Le Titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires afin de réaliser simultanément le suivi des garanties et l'ensemble des autres prestations comprises au titre du forfait.

En cas de défaillance sur des équipements ou de désordres sur des ouvrages durant leur période de garantie (Garantie constructeur, Garantie de bon fonctionnement (GBF), Garantie de parfait achèvement (GPA), Garantie décennale (GD), garanties particulières prévues dans les marchés de travaux le cas échéant), le Titulaire assure, au titre du forfait, sur le périmètre qu'il a en charge :

- Un diagnostic précis du défaut, déterminant son origine et établissant, le cas échéant les responsabilités techniques ;
- Toutes les démarches demandées par l'ADEME pour préserver ses droits nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable (responsabilité technique) ;
- Le suivi de toutes les interventions relatives au désordre, des réparations définitives et de la réception.

Si le défaut relève d'un corps d'état hors de son périmètre de prestations, les obligations précitées ne lui incombent pas. Au titre de son devoir de conseil et d'alerte, en tant qu'homme de l'art, le Titulaire est néanmoins tenu de signaler tout défaut ou désordre dont il aurait connaissance.

Dans le cadre du suivi de ces garanties, et en particulier dans le cadre de la GPA, dont la durée est, hors prolongation, d'un an à compter de la décision de réception de l'ADEME, il est demandé au Titulaire de programmer la maintenance préventive dans un délai compatible avec ce délai (maximum 3 mois avant échéance) afin de relever tout désordre ou défaut susceptible de faire l'objet de l'une des garanties précitées.

Dans le cas où une anomalie relevant de la GPA apparaîtrait trop tard pour permettre sa prise en charge par les constructeurs et qui aurait dû être décelée par le biais d'une maintenance

préventive objet du présent Marché, le Titulaire sera tenu responsable de la levée de cette anomalie.

Pour les garanties visées au présent article, et pour les installations et équipements relevant de son périmètre de prestation, le Titulaire devra élaborer, durant la phase de prise en charge des installations, un outil de suivi des garanties.

Cet outil a pour objectif d'assurer, au cours de l'exécution du Marché, un suivi optimal des garanties (toutes garanties confondues), en permettant :

- De formaliser et tracer les observations relatives à des dysfonctionnements, désordres, malfaçons ... ;
- De proposer des actions associées ;
- D'organiser le dispatching de ces actions, le cas échéant en lien avec l'ADEME ;
- De s'assurer que les observations sont prises en compte et clôturées ;
- De piloter le cas échéant les entreprises intervenantes de manière cohérente en période de garanties ;
- De disposer d'une traçabilité des actions clôturées et d'une connaissance de l'encours de celles à mener ;

Subrogation

L'ADEME subroge le Titulaire dans ses droits et actions nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs, des Titulaires antérieurs et de tous tiers responsables ou estimés responsables d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations dont il a la charge, objet du présent marché. Le Titulaire fait son affaire de toute action amiable ou contentieuse à leur encontre, étant entendu que l'ADEME peut être appelé en la cause.

Cette subrogation n'est toutefois pas applicable pour tout défaut ou désordre relevant d'opérations de construction ou réhabilitation réceptionnées au cours du présent marché. Le cas échéant, l'ADEME portera lui-même toute action, amiable, ou contentieuse, à l'encontre des maîtres d'œuvres et constructeurs.

2.3.6 Incidents

Le Titulaire doit signaler par écrit à l'ADEME les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention de l'ADEME et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention.

A cet égard, le Titulaire conseille l'ADEME et lui fait connaître les améliorations qui lui paraissent souhaitables pour une meilleure efficacité de l'installation.

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le Titulaire est autorisé à prendre les mesures nécessaires d'urgence. Il doit en aviser l'ADEME dans les plus courts délais.

2.3.7 Sinistres

Dès constatation d'un sinistre ou de dommages aux installations, résultant du Titulaire, ce dernier devra :

- Déclarer le sinistre à ses assureurs ;
- Prendre immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir la sécurité des biens et des personnes ;
- Informer immédiatement les services de l'ADEME ;

- Prendre des mesures provisoires, afin d'assurer la continuité du service (installations provisoires).

Lorsque le sinistre n'entre pas dans le cadre ci-dessus, le Titulaire devra :

- Prendre immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir la sécurité des biens et des personnes ;
- Informer immédiatement les services de l'ADEME ;
- Prendre des mesures provisoires, afin d'assurer la continuité du service (installations provisoires lorsque de telles installations peuvent être mobilisées).

Dans le cas où l'ADEME estime que la responsabilité du Titulaire pourrait être engagée, celui-ci lui notifiera par un courrier avec accusé de réception.

Dans tous les cas, le Titulaire apportera à l'ADEME, toutes les informations permettant une analyse des causes du sinistre.

2.3.8 Remise du matériel et des équipements en fin de marché

Le Titulaire s'engage à laisser, à l'expiration du contrat pour quelque cause que ce soit, les installations et leurs équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer à l'ADEME les clefs et moyens d'accès aux installations ainsi que toute la documentation qui lui a été remise en début de contrat ou constituée par lui en cours d'exécution du marché.

Tous les documents d'exploitation et de maintenance doivent impérativement être remis à l'ADEME en intégrant les dernières mises à jour. Tous frais de reproduction de ces documents sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire remet 6 mois avant la fin du marché, un état de fonctionnement général bâtiment par bâtiment des installations et un inventaire actualisé (carnet de connaissance mis à jour).

Sur cette base, le Titulaire accepte d'ores et déjà qu'un constat contradictoire bâtiment par bâtiment soit réalisé par l'ADEME ou un tiers désigné par l'ADEME, dit « procès-verbal de fin de marché », deux mois avant l'expiration du marché.

Le Titulaire disposera d'un délai d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal et procéder aux travaux de maintenance, réparations et/ou remplacement qui s'avèreraient nécessaires. Dans le cas contraire, l'ADEME pourra faire exécuter par toute personne de son choix lesdits travaux, aux frais et risques du Titulaire, étant précisé qu'en pareille hypothèse le paiement desdits travaux pourra être assuré par le biais d'une réfaction sur les dernières factures de ce dernier ou par tout autre moyen efficace.

Pour garantir la continuité des prestations d'exploitation et de maintenance des installations et équipements, le Titulaire accepte d'ores et déjà, pendant le dernier mois de l'accord-cadre, la présence éventuelle de son successeur, sans rémunération supplémentaire.

2.4 Durée d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du 30 juin 2026. Il est reconductible tacitement trois (3) fois. Chaque reconduction étant d'une durée d'un (1) an, la durée totale de l'accord-cadre peut donc être portée à 4 (quatre) ans.

Les bons de commande en cours au terme de l'accord-cadre demeureront en vigueur jusqu'au complet achèvement et règlement des prestations correspondantes.

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction de l'accord-cadre. Si l'ADEME décide de ne pas mettre en œuvre la reconduction, elle en informe le Titulaire au plus tard trois (3) mois avant l'échéance de l'accord-cadre, par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'envoi.

2.5 Modifications

L'ADEME et le titulaire peuvent décider d'un commun accord, au cours de l'exécution des prestations prévues par le présent marché, d'en modifier le contenu ou le déroulement.

Ces modifications devront être actées par les parties par un avenant spécifique qui précisera notamment les conditions de réalisation des modifications ainsi envisagées. Cet avenant doit être signé par les deux parties avant toute mise en œuvre des modifications qu'il comporte.

2.6 Réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent CCAP prévoit plusieurs clauses de réexamen, sans qu'il en découle un droit à modification pour le Titulaire, ni un bouleversement de l'économie du marché ou une interruption de son exécution, dans les cas suivants :

2.6.1 Evolution de la réglementation

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire a l'obligation de respecter les normes et la réglementation en vigueur.

En cas d'évolution ou de changement substantiels de la réglementation relative aux prestations confiées au Titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre, les Parties se rencontreront afin d'examiner les conditions de poursuite de l'accord-cadre notamment financières et en termes de délais.

Les Parties acteront des modifications de l'accord-cadre dans un avenant selon les principes suivants :

- Les conséquences financières et de délais d'un changement de législation ou de réglementation ayant fait l'objet d'une annonce officielle avant le dépôt de l'offre du Titulaire sont supportées par le Titulaire ou bénéficient à ce dernier ;
- Les conséquences financières et de délais d'un changement de législation ou de réglementation ayant fait l'objet d'une annonce officielle après le dépôt de l'offre du Titulaire sont supportées par l'ADEME (à la condition que le Titulaire justifie techniquement et financièrement de l'incidence de ce changement de législation ou de réglementation sur ses prestations) ou bénéficient à ce dernier.

2.6.2 Défaillance d'un membre du groupement

2.6.2.1 – Remplacement d'un membre défaillant

Le mandataire (ou l'ensemble des membres dans le cas d'un groupement solidaire) doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

Afin de prendre en compte cette défaillance, un avenant à l'accord-cadre, auquel seront annexés un arrêté des comptes, sera conclu entre les entreprises restantes et l'ADEME.

Le mandataire peut également présenter à l'ADEME un ou plusieurs sous-traitants aptes à fournir les prestations initialement prévues. Il est alors fait application des articles R. 2193 et suivants du code de la commande publique : l'ADEME doit préalablement agréer le(s) sous-traitant(s) et accepter les conditions de paiement. Le mandataire agit alors en qualité d'entrepreneur principal et demeure responsable de la bonne exécution par le sous-traitant des obligations résultant de l'accord-cadre.

2.6.2.2 – Remplacement du mandataire défaillant

Lorsque l'entreprise défaillante est le mandataire du groupement, les cotitulaires du marché doivent proposer à l'ADEME un nouveau mandataire choisi parmi eux. L'ADEME informera, le cas échéant, le comptable assignataire du changement intervenu si un compte unique ouvert a été ouvert au nom du groupement.

Les membres du groupement peuvent également présenter à l'ADEME un ou plusieurs sous-traitants aptes à fournir les prestations initialement prévues pour le mandataire. Il est alors fait application des articles R. 2193 et suivants du code de la commande publique : l'ADEME doit préalablement agréer le(s) sous-traitant(s) et accepter les conditions de paiement.

2.6.3 Disparition ou évolution d'un indice de révision de prix

En cas de disparition de l'un des indices de révision du prix des prestations visés par le présent marché, le calcul de la ou des formules de révision s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du Titulaire et après l'accord de l'ADEME ou de son représentant.

Le Titulaire devra informer l'ADEME de la modification de la définition et de la composition de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation ou de la disparition d'un paramètre dans un délai maximal d'un mois (01) à compter de la publication faisant apparaître, pour la première fois, la modification ou la disparition du paramètre. En outre, il devra assortir l'information à l'ADEME d'une proposition d'avenant, fondée, lorsqu'elles existent, sur les recommandations des pouvoirs publics annexées à ladite proposition.

2.6.4 Modification des prestations prévues au bordereau des prix unitaires

Les prestations faisant l'objet de bons de commande sont détaillées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Néanmoins, l'ADEME se réserve la possibilité de commander de manière exceptionnelle d'autres prestations entrant dans l'objet du présent accord-cadre en fonction de besoins nouveaux qui pourraient survenir en cours d'exécution ou en cas d'obsolescence d'une référence, sous réserve que les prix nouveaux se rattachent à une famille de prix existante, et aient un lien direct avec l'objet de l'accord-cadre.

En cas de besoin d'un nouvel article ne figurant pas dans le bordereau initial, l'ADEME adresse une demande par courriel au Titulaire, afin qu'il remette un devis pour cet article. Le Titulaire a 10 jours calendaires pour répondre à la demande de l'ADEME, par l'envoi par courriel des lignes du BPU abondées et valorisées.

En cas d'accord sur ces prix, l'ADEME transmet un projet d'avenant au Titulaire comportant ces prix supplémentaires et un BPU à jour. Ces nouvelles lignes du BPU deviendront contractuelles à la notification de l'avenant au Titulaire.

En outre, dans l'hypothèse de l'apparition de produits innovants similaires/substituables à ceux commandés dans le marché initial, l'accord-cadre pourra être modifié après justification du Titulaire de l'innovation des nouveaux modèles proposés et après acceptation par l'ADEME du devis proposé par le Titulaire.

Le recours à des évolutions du BPU doit rester limité. En tout état de cause les modifications projetées ne sauraient avoir pour effet de bouleverser l'économie du présent accord-cadre, d'entraîner une modification du montant maximal de l'accord-cadre ou d'en changer l'objet.

2.6.5 Modification de la consistance du patrimoine (parc des matériels, équipements, installations)

A chaque évolution du patrimoine ou des prestations à réaliser sur le patrimoine, une demande de modification du marché sera adressée par l'ADEME au Titulaire du marché. Elle détaillera :

- la date d'effet de modification ;
- la localisation ;
- les bâtiments, installations ou prestations à ajouter / à retirer / à modifier.

Les modifications peuvent résulter, entre autres, de transfert de biens, de projets de constructions neuves, de projets de réhabilitations, de modifications des usages, de modulation des espaces, de changement d'occupants, de variation de la fréquentation, d'évolutions des moyens de production thermique, d'améliorations des équipements, de modifications de répartitions des obligations entre occupants des sites et bâtiments faisant l'objet d'une occupation partagée ...

Ces évolutions étant nécessaires pour la poursuite de la mission d'intérêt général dont est garant l'ADEME, le Titulaire ne peut refuser leur prise en compte. Les adjonctions ou retraits de bâtiments, de même que toute autre évolution affectant les conditions d'exploitation du Titulaire devront le cas échéant être prises en compte par le Titulaire sur la base des prix indiqués à l'acte d'engagement et à la DPGF le cas échéant.

A cet effet, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de modification émanant de l'ADEME, le Titulaire remet un projet d'avenant justifiant, au besoin par le biais d'annexes audit avenant :

- l'impact en plus ou moins-value de la modification projetée sur les prix du contrats identifiés au sein de la DPGF au titre des postes P2 ;
- l'impact sur les NB;
- l'impact sur les différentes clauses de l'accord-cadre, notamment sur les clauses du CCTP et du mémoire technique.

Dans le cas de modifications importantes, les nouvelles valeurs NB et des cibles énergétiques seront déterminées après une année complète de fonctionnement.

Dans l'hypothèse d'un accord des deux parties, un avenant formalisera les modifications conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique. La conclusion de l'avenant doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la remise du projet. A défaut, l'ADEME prendra tout acte visant à entériner la modification.

Le Titulaire est tenu d'intégrer l'impact financier de l'avenant (prorata temporis de la date de prise d'effet prévue par l'avenant) dans sa plus proche demande de paiement suivant la conclusion de l'avenant.

A défaut, l'ADEME pourra procéder à un rejet de la facture.

Dans l'hypothèse d'un avenant en moins-value, ou en l'absence de conclusion de l'avenant résultant du refus ou de l'inertie du Titulaire, l'ADEME pourra procéder à sa convenance, et le cas échéant de manière cumulative :

- soit à un rejet de facture(s), fondé(s) sur ce motif ;
- soit à l'émission d'un titre de recette correspondant au montant de la moins-value, fixé par l'ADEME sur la base des montants indiqués à l'acte d'engagement ou à la DPGF ;
- soit à la compensation (déduction) du montant de la moins-value fixé sur la base des montants indiqués à l'acte d'engagement ou à la DPGF sur la/les demandes de paiement (factures) présentées par le Titulaire.

Tout litige résultant de l'application du présent article est résolu dans les conditions définies à l'article 12 du présent CCAP.

3. DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 Avance

Par dérogation aux dispositions du CCAG FCS, il n'est pas prévu d'avance.

3.2 Caractéristiques des prix

Conformément à l'article 10.1.3. du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application éventuelle de l'article 18 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent toutes les prescriptions, garanties, sujétions, et obligations à prendre en compte pour l'exécution des prestations, laquelle doit être réalisée dans le respect de la loi, de la réglementation, des règles de l'art, et des prescriptions du marché. Elle comprend également le bénéfice, tous droits, impôts, taxes, frais généraux, et d'une façon générale

toutes les dépenses nécessaires à la réalisation des prestations ainsi que les éventuels frais d'hébergement, de reprographie, de transport etc.

Cela inclut notamment :

- Les frais de déplacements liés aux interventions des préposés du Titulaire sur les différents sites ;
- Les frais de main d'œuvre ;
- Les frais relatifs à l'éventuel temps passé à la recherche des clefs d'accès aux locaux et prise de rendez-vous ;
- La protection des ouvrages, meubles et immeubles et celle du mobilier contenu dans les locaux pendant l'exécution des prestations (bâchage notamment le cas échéant) ;
- Le déplacement si nécessaire, des meubles contenus dans les locaux et leur remise en place après réalisation de la prestation ;
- La gêne occasionnée par l'encombrement des locaux ou la présence d'occupants ;
- Les difficultés de travail en espace restreint, à la lumière artificielle ou suivant des règlements intérieurs et aux consignes spécifiques et adaptées aux activités hébergées dans les bâtiments ;
- Les frais résultants de la protection réglementaire des chantiers ;
- L'enlèvement des matériels déposés et leur recyclage ;
- Le nettoyage du chantier et la remise en l'état des locaux au fur et à mesure de l'exécution des prestations ;
- Les dépenses afférentes à la fourniture à pied d'œuvre des matériaux et matériels, y compris les manutentions ;
- Les coupures d'eau, d'électricité et de gaz, les remises en service, les essais et les purges d'installations ;
- La remise des différents livrables exigés et attendus au cours de l'exécution du marché ;
- La préparation et la participation aux réunions avec l'ADEME ;
- Toutes prestations et sujétions résultant de la dépose à effectuer sur des ouvrages conservés dans la mesure où leur dépose ne nécessite pas un matériel exceptionnel.

Le prix forfaitaire applicable aux prestations relatives à la maintenance préventive et curative (P2) couvre l'intégralité des prestations nécessaires pour exécuter les prestations objet du contrat, dans les circonstances de temps, de lieu, de durée, de délai et de complexité, que le Titulaire est réputé connaître. Le Titulaire ne peut, de ce fait, demander aucune augmentation ou indemnité supplémentaire sur le prix du contrat, sauf ceux correspondant à des modifications décidées au cours de l'exécution du marché et faisant l'objet d'ordres de service formalisés ou d'avenants.

3.3 Factures et conditions de versement

En application des dispositions des textes réglementaires¹, le titulaire de l'accord-cadre ainsi que son ou ses sous-traitants admis au paiement direct ont l'obligation de transmettre à l'ADEME leurs factures sous forme dématérialisée au travers d'une solution informatique pour la gestion budgétaire, financière et comptable de l'Etat dénommée « Chorus Pro », mutualisée et gratuite.

Les projets de décompte seront présentés, selon un modèle à soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 11.4 du CCAG-FCS.

Les projets de décomptes seront remis au Maître d'Ouvrage pour le 10 du mois ou du dernier mois du trimestre suivant l'exécution des prestations.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

La rémunération sera effectuée mensuellement selon les prestations effectivement réalisées pour les prix unitaires et par douzième du forfait annuel pour les prix forfaitaires.

Les sous-traitants adresseront leur demande de paiement en respectant l'échéancier ci-dessus défini, suivant les modalités définies aux stipulations prévues à l'article 3.5, et dans le respect des dispositions des articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Chaque facture devra faire apparaître distinctement, les mentions légales² et plus particulièrement :

- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro et l'objet de l'accord-cadre,
- le numéro et l'objet du bon de commande,
- la date de facturation,
- l'indication en clair des prestations effectuées avec le détail, le cas échéant des quantités et des prix unitaires facturés,
- la période de réalisation des prestations,
- le montant hors TVA des prestations dues,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC à régler par l'ADEME.

¹ Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

² A noter que les factures électroniques devront comporter l'ensemble des mentions énumérées à l'article 1er du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, sous peine de ne pas être acceptées par l'ADEME.

Lors du dépôt des factures électroniques sur le portail « Chorus Pro » les mentions à saisir sont les suivantes :

Pour le site de Angers

le numéro de Siret 385 290 309 00454, qui identifiera l'ADEME en tant que destinataire de la facture

le code service : DI

et le numéro d'engagement : 2026AC000030-1

Si les coordonnées bancaires (BIC-IBAN) ne sont pas mentionnées sur la facture, elles devront être fournies avec la première facture, ou avec une autre facture en cas de changement de coordonnées bancaires.

La dépense afférente sera mandatée et liquidée par le Président de l'ADEME. Le mandatement et le paiement des versements tels que prévus à l'acte d'engagement devront intervenir dans un délai de soixante jours, comptés à partir de la date de réception par l'ADEME de la facture du titulaire³, sous réserve de la constatation de la conformité des prestations facturées.

³ La date de réception d'une facture électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'ADEME de la mise à disposition de la facture sur le portail « Chorus Pro ».

Toutefois, si l'ADEME est empêchée, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérification ou à toute autre opération nécessaire au mandatement et au paiement, les délais seront suspendus pour une période égale au retard qui en est résulté.

Le comptable assignataire de la dépense sera l'Agent Comptable de l'ADEME. Le mode de règlement adopté est le virement bancaire.

3.4 Retard de versement

Si, du fait de l'ADEME, le paiement se trouvait différé de plus de soixante (60) jours à compter de la date de réception de la facture, l'ADEME s'obligera au paiement des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

3.5 Variation des prix

L'ensemble des prix du marché sont révisables et sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise de l'offre par le Titulaire. Ce mois est appelé « **mois zéro** » (**M0**).

Si un indice venait à disparaître avant la fin du Marché, et à défaut d'indice de remplacement, il lui serait substitué un indice déterminé par accord des Parties en application de la clause de réexamen prévue à l'article 2.5 du présent CCAP.

L'ensemble des prix du contrats, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, sont fermes la première année d'exécution des prestations, puis révisés annuellement à la date anniversaire du marché (1^{er} juillet), par application des formules ci-dessous.

Les indices de révision des prix sont publiés sur les sites internet de l'INSEE (<http://www.bdm.insee.fr>.) et du Moniteur des travaux publics.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les calculs et leur démonstration sont à la charge du Titulaire et seront vérifiés et validés par l'ADEME avant application de la révision des prix. Les modalités de communication des calculs de la révision des prix seront fixées, avec le Titulaire, lors de la réunion de lancement.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

3.5.1 Révisions des prix relatifs aux prestations de maintenance dites « P2 »

Les prix forfaitaires, correspondant aux prestations dites « P2 », sont révisés par application de la formule suivante : $P = P0 \cdot \left[0,15 + \left(0,7 \cdot \frac{ICHT - IMEn}{ICHT - IME0} + 0,15 \cdot \frac{FSD2n}{FSD20} \right) \right]$

Dans laquelle :

P : montant du contrat révisé ; **P0** : montant du contrat au mois zéro ;

- **ICHT IME0** : Dernière valeur connue au mois 0 de l'indice salaires : indice trimestriel du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques), base 100 en décembre 2008 – identifiant : ICHTIME (source : Moniteur) ;
- **ICHT IMEn** : la dernière valeur connue prise par l'indice à la date de révision ;
- **FSD2o** : la dernière valeur connue prise par l'indice " Frais et services divers - modèle de référence n°2 " publié par le Moniteur des travaux publics au mois 0 ;
- **FSD2n** : la dernière valeur connue prise par l'indice " Frais et services divers - modèle de référence n°2 " publié par le Moniteur des travaux publics, à la date de révision.

3.5.2 Révisions des prix unitaires relatifs aux prestations faisant l'objet de bons de commandes

Les prix relatifs aux prestations à bons de commandes sont révisés par application de la formule :

$$P6 = P6o \left[0,15 + \left(0,25 \cdot \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME0} \right) + 0,60 \cdot \left(\frac{BT40}{BT40o} \right) \right]$$

Dans laquelle :

- **P6n** : montant du contrat révisé ;
- **P6o** : montant du contrat au mois zéro ;
- **BT40o** : la dernière valeur connue prise par l'indice national du bâtiment "Chauffage central" au mois 0 ;
- **BT40** : la dernière valeur connue prise par l'indice national du bâtiment "Chauffage central" à la date de révision ;
- **ICHT IMEo** : Dernière valeur connue au mois 0 de l'indice salaires : indice trimestriel du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques), base 100 en décembre 2008 – identifiant : ICHTIME (source : Moniteur) ;
- **ICHT IME** : la dernière valeur connue prise par l'indice à la date de révision.

L'ensemble des prix unitaires du personnel intervenant (taux horaire), détaillé dans le BPU en annexe n°1 à l'acte d'engagement, est révisé par application de la formule suivante :

$$= \text{Prix unitaireo} \times \left[0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IMEo} \right]$$

Dans laquelle :

- **Prix unitaire:** prix unitaire révisé
- **Prix unitaireo** : prix unitaire au mois zéro
- **ICHT IMEo:** Dernière valeur connue au mois 0 de l'indice salaires : indice trimestriel du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques), base 100 en décembre 2008 – identifiant : ICHTIME (source : Moniteur)
- **ICHT IME:** la dernière valeur connue prise par l'indice à la date de révision

3.6 PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS

3.6.1 Acceptation des sous-traitants

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, la demande de sous-traitance devra faire l'objet d'une déclaration, soit du candidat au moment du dépôt de l'offre, soit du titulaire après le dépôt de l'offre.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. En cours d'exécution du marché, dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur le notifie au titulaire l'exemplaire.

Figurent dans la déclaration de sous-traitance et dans l'acte spécial, les renseignements mentionnés à l'article R 2193-1 du code de la commande publique ainsi que la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Conformément à l'article 32.1 du CCAG-FCS, toute sous-traitance occulte pourra donner lieu à la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

3.6.2 Modalités de paiement des Cotraitants

La signature du projet de décompte par le Mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à payer. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAGFCS.

3.6.3 Modalités de paiement des Sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, sur présentation d'une attestation de paiement direct émise par le titulaire.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation de la sous-traitance au pouvoir adjudicateur, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les demandes de paiement direct du sous-traitant sont adressées au titulaire du marché et au pouvoir adjudicateur, dans les conditions et modalités précisées aux articles L 2193-10, R 2193-10 à R 2193-16 du code de la commande publique.

Le sous-traitant établit sa facture au nom du titulaire et lui adresse. Celui-ci la valide en y apposant son cachet, sa signature et la mention « Bon pour paiement direct au sous-traitant ».

Le titulaire doit ensuite établir une facture au nom du pouvoir adjudicateur concerné en faisant ressortir la répartition entre lui et son sous-traitant et joint la facture du sous-traitant visée.

3.7 CEE

En application de la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique de la France (dite Loi POPE), amendée par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Loi Grenelle II), il a été mis en place un dispositif favorisant les économies d'énergie par la création des Certificats d'économies d'énergie (CEE).

Durant l'exécution du marché, les travaux éligibles aux CEE feront l'objet d'une estimation du volume de MWh cumac générés et d'une valorisation financière par le Titulaire du Marché.

La propriété des CEE générés par les travaux du présent marché (prestations et travaux sur la base de bons de commandes) sont cédés au Titulaire.

3.7.1 Transfert de propriété des CEE

L'ADEME décide de transférer la propriété des CEE générés par les opérations de travaux réalisés par le Titulaire à l'obligé que ce dernier aura choisi et désigné.

L'ADEME (mandant) donne mandat exclusif au Titulaire (mandataire) pour réaliser en son nom et pour son compte toutes les actions nécessaires à la valorisation des CEE relatifs aux travaux réalisés et au titre des opérations standardisées d'économies d'énergie.

L'ADEME s'engage à :

- renoncer à déposer, directement ou indirectement, un dossier de demande de CEE en opérations standardisées en donnant une autorisation à un tiers, quel qu'il soit, la possibilité de déposer un dossier de demande de CEE relatif aux travaux couverts par le présent marché ;
- signer l'ordre de transfert des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) avec l'obligé désigné par le Titulaire dans un délai de 30 jours à compter de l'obtention de la notification d'attribution des CEE par l'administration compétente.

3.7.2 Contrepartie au transfert des CEE

En contrepartie du transfert de propriété des CEE à l'obligé choisi par le Titulaire, ce dernier s'engage à :

- déposer la demande de CEE au nom et pour le compte de l'ADEME, pour les travaux et opérations standardisés d'économies d'énergie concernés ;
- assurer l'archivage papier et numérique des dossiers de demande de CEE et documents attestant du respect des conditions de délivrance, selon les conditions et les délais imposés par la réglementation ;

- instruire, dès la réception des travaux, les dossiers afin d'obtenir la quantité N (en MWh cumac) la plus élevée possible de CEE grâce aux travaux et opérations éligibles réalisés dans le cadre du marché ;
- tenir à jour au fil de l'eau un tableau de suivi des CEE (opération/nombre/valorisation) ;
- ventiler une baisse du prix des travaux selon les modalités décrites ci-dessous.

3.7.3 Valorisation

La valorisation des CEE se fera suivant la moyenne des prix de clôture des CEE au comptant (SPOT) disponible sur le site C2E Market (<https://c2emarket.com/evolution-du-prix-des-cee/>), auquel le Titulaire appliquera une décote de 15%.

Le Titulaire tiendra à jour le tableau des CEE, qu'il transmettra annuellement à l'ADEME dans le rapport annuel. Ce tableau sera complété et mis à jour au fil de l'eau. Il est communiqué dans le Rapport Annuel de Performance et d'Audit dans les conditions prévues au CCTP. L'ADEME peut en demander la communication, ainsi que toute pièce justificative, à tout moment au cours de l'exécution du Marché.

Il comprendra : le site, la date des travaux, la nature des travaux, le numéro de la fiche CEE, le volume de kWh cumac généré ainsi que leur valorisation financière. Il sera assorti de tout document permettant de justifier de la valeur des CEE. La date de valeur des CEE sera la date de réception des travaux (admission ou réception des prestations et travaux). A la demande de l'ADEME, le montant pourra être alloué à des prestations sur le périmètre des installations du Marché en déduction des montants dus au Titulaire au titre des prestations P2.

En toute hypothèse, à l'échéance du Marché, le Titulaire sera tenu de verser à l'ADEME toute somme résultant de la valorisation des CEE, sur la base du tableau de suivi actualisé, sur la base duquel l'ADEME réclamera le montant dû (sans attendre la remise du dernier rapport annuel).

3.8 Réception et garantie des prestations

3.8.1 Réception

Ces opérations de vérification seront effectuées dans les conditions définies au chapitre 5 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification sont exécutées par le maître d'ouvrage.

Le délai imparti pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision est de 4 semaines. Passé ce délai la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Les stipulations du présent article s'appliquent sans préjudice des stipulations relatives à la réception pour les prestations et travaux à bons de commande, d'un montant supérieur à 10 000€ HT, telles que prévues à l'article 2.2.2.6 du présent CCAP.

3.8.2 Garanties

3.8.2.1 – Garantie technique

Le matériel fourni par le Titulaire en cours de marché, pour des prestations et travaux exécutés dans le cadre du forfait ou hors forfait, est réputé neuf, et, par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, garanti pendant une durée de deux (2) ans ou pendant la durée de garantie minimale accordée par le Titulaire, son fournisseur et/ou le fabricant si celle-ci est supérieure à deux (2) ans. Un certificat de garantie du matériel est fourni à la demande de l'ADEME.

Les carnets de connaissance mentionnent :

- la date de prise d'effet de la garantie,
- les caractéristiques du matériel avec :
 - la marque et le fournisseur,
 - le type et le numéro de série,
 - les caractéristiques particulières,
 - le coût.

Les carnets de connaissance et/ou l'outil de suivi des garanties mentionneront la date de prise d'effet de la garantie. Ils sont à mettre à jour régulièrement au cours de l'exécution du marché. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à un an, il n'y aura pas de facturation pour la seconde réparation, celle-ci étant à la charge du Titulaire.

Dans ce cas, un rapport sur les motifs de la nouvelle défaillance doit être établi en indiquant, si nécessaire, les actions prévues pour éviter une autre défaillance.

En cas de travaux neufs réalisés par l'ADEME, le Titulaire assiste ce dernier pendant les périodes de garantie dues par les entreprises pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons ou non façons, et fait jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance de l'ADEME, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert et dès qu'il en a connaissance. Pour la prise en compte des garanties, la date de réception des installations est précisée sur les procès-verbaux de réception.

Le Titulaire assiste à la réception des équipements ou matériels survenant en cours de marché et aux levées de réserves effectuées. Les observations qu'il émet ne peuvent entraîner son refus d'assurer ses obligations d'exploitation et de maintenance normales de l'installation.

3.8.2.2 - Garantie de parfait achèvement (GPA) et décennale

Les prestations commandées par bons de commande sur la base du BPU, font l'objet d'une garantie de parfait achèvement et, le cas échéant, d'une garantie décennale, dont le point de départ est (i) la date de réception des travaux (sans considération des modalités contractuelles de réception mises en œuvre).

Conditions spécifiques à la GPA :

Le délai de garantie est, sauf prolongation, d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception ou de plus de un (1) si le Titulaire s'engage sur une durée supérieure.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus dans la décision de réception avec réserve(s) ou sous réserve(s) ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par l'ADEME, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état dans lequel il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par l'ADEME ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b) et c) ci-dessus ne sont à la charge du Titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le Titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières éventuellement prévues par les documents particuliers du marché.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés ci-dessus, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en raison de vices de construction, le délai de garantie peut être prolongé par décision de l'ADEME jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou qu'elle le soit d'office.

Il est rappelé qu'en application de l'article 2.2.8 du présent CCAP, pour les garanties visées au présent article, et pour les installations et équipements relevant de son périmètre de prestation, le Titulaire devra élaborer, durant la phase de prise en charge des installations, un outil de suivi des garanties.

3.9 Résiliation totale ou partielle

L'ADEME peut à tout moment pour un motif d'intérêt général résilier totalement ou partiellement le présent accord-cadre.

En cas de résiliation totale ou partielle du marché, sans qu'il y ait eu manquement du titulaire à tout ou partie de ses obligations au titre de l'accord-cadre, l'ADEME règle au titulaire, sur la base des dispositions de l'annexe financière, la rémunération acceptée correspondant aux dépenses réalisées à la date de la résiliation totale ou partielle, ainsi que les dépenses effectivement engagées en vue de l'exécution des prestations initiales.

Le cas échéant, l'ADEME se réserve le droit d'exiger du titulaire le remboursement des sommes non justifiées et de déduire toutes les pénalités et réfections de prix qu'elle serait en droit d'appliquer.

Le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Le titulaire n'a droit à aucune autre indemnité correspondant à un manque à gagner.

Le titulaire doit remettre à l'ADEME, dès le jour d'effet de la résiliation totale ou partielle et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les interventions déjà effectuées dans le cadre du présent accord-cadre.

4. CONFIDENTIALITE

4.1 Définitions

« Partie Emettrice » désigne la partie qui communique ses informations confidentielles à l'autre Partie.

« Partie Réceptrice » désigne la partie qui reçoit les informations confidentielles de l'autre Partie.

« Connaissances Antérieures » : désignent toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, secrets commerciaux, données, logiciels brevetés ou non, dossiers, plans, schémas, dessins, protocoles, formules, travaux de conception, systèmes, algorithmes, bases de données, et/ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et obtenues et/ou détenues par l'une des Parties avant la date de signature de l'accord-cadre ou générées postérieurement à son entrée en vigueur par les Parties indépendamment des travaux menés dans le cadre de l'accord-cadre et dont elle a droit de disposer.

« Informations Confidentielles » : sont considérées comme confidentielles :

- les Connaissances Antérieures de chacune des Parties, sous réserve de l'application des termes de l'article « *Périmètre de la cession* » ci-après relativement aux Connaissances Antérieures du titulaire ;
- les Informations de toute nature, qu'elles soient orales ou écrites, quels que soient leur forme et le support utilisé, communiquées directement ou indirectement par l'une des Parties à l'autre dès lors que leur caractère confidentiel a été mentionné par écrit avec la mention « Confidentiel » - et le cas échéant, les données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre.

« Informations Publiques » : sont considérées comme publiques toutes informations figurant dans un document administratif achevé, au sens des dispositions des articles L. 300-2, L. 311-1 et L. 311-2 du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA) tels que modifiés par la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016, qui peuvent être communiquées par toute administration mentionnée à l'article L. 300-2 du CRPA, via une publication en ligne ou une communication sur demande, sous réserve des droits de propriété littéraire et artistique. Les Informations Publiques ne concernent pas les documents administratifs non communicables tels que définis et mentionnés aux articles L. 311-5 et L. 311-6 du CRPA.

4.2 Obligation de confidentialité

Chacune des Parties s'engage à garder strictement confidentielles les Informations identifiées comme telles appartenant à l'autre Partie, dont elle a eu connaissance à l'occasion du présent accord-cadre et à ne les utiliser que dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. Cette obligation s'applique au personnel de chacune des Parties affectée à l'accord-cadre.

La Partie Réceptrice s'engage à respecter le caractère confidentiel de ces Informations et s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des Informations Confidentielles de l'autre Partie. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par cette Partie pour la protection de ses propres Informations Confidentielles ;
- ne communiquer les Informations Confidentielles de l'autre Partie qu'aux membres de son personnel ayant besoin d'en connaître, et après l'avoir informé du caractère confidentiel de ces informations ;
- ne les utiliser dans un cadre autre que celui de l'exécution de l'accord-cadre, qu'après accord préalable de la Partie Emettrice ;
- ne pas les communiquer à un tiers, y compris ses éventuels propres sous-traitants, directement ou indirectement, sans l'accord préalable de la Partie Emettrice ;
- ne pas les reproduire, les copier, partiellement ou en totalité sous quelque forme que ce soit sans l'accord préalable de la Partie Emettrice ;
- en ce qui concerne les Informations Confidentielles transmises par la Partie Emettrice, la Partie Réceptrice devra lui renvoyer en totalité ou les détruire à la simple demande et au plus tard au terme du présent accord-cadre.

Il est expressément convenu entre les Parties que la Partie Réceptrice ne saurait en aucun cas se prévaloir sur la base des Informations Confidentielles communiquées par la Partie Emettrice, d'un quelconque droit de licence ou d'un quelconque droit d'auteur selon la définition du Code de la propriété intellectuelle sauf clause contraire du présent accord-cadre.

Toute information ne portant pas la mention « Confidentiel » sera considérée comme non confidentielle et sera traitée par l'ADEME comme Information Publique.

L'engagement de confidentialité, objet du présent article est valable pendant toute la durée de l'accord-cadre et pendant une période de cinq (5) ans à compter de son expiration ou de sa résiliation anticipée.

4.3 Exception à l'obligation de confidentialité

Les engagements ci-dessus ne s'appliqueront toutefois pas aux informations pour lesquelles la Partie Réceptrice pourra prouver par écrit qu'elles :

- étaient accessibles au public au moment de leur communication ou qu'elles le sont devenues par la suite sans qu'il y ait faute ou négligence de sa part,
- étaient déjà en sa possession antérieurement à leur communication,
- lui ont été communiquées de bonne foi par un tiers non soumis à une obligation de confidentialité similaire,
- relèvent de la catégorie des Informations Publiques telles que définies ci-dessus. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du Livre III du Code des relations entre le public et l'administration relatif à l'accès aux documents administratifs et la réutilisation des informations publiques, et autorise ce faisant l'ADEME à communiquer sur demande ou à publier, le cas échéant, les Informations Publiques conformément aux modalités prévues par la loi.

5. CESSION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

5.1 Périmètre de la cession

Les "résultats de l'exécution du présent accord-cadre", dénommés ci-après « les Résultats » et auxquels il est fait référence dans le présent article, s'entendent de tous les éléments, matériels ou immatériels, quel que soit le support, de calcul, de résultat, de conception, de

création et/ou d'invention résultant de l'exécution du présent marché, réalisés pour le compte de l'ADEME dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, y compris les travaux, projets, calculs, résultats, schémas, graphiques, guides, présentations, informations, logiciels, bases de données, données, signes distinctifs, esquisses, croquis, dessins, modèles, illustrations et documents de toute nature, qu'ils soient ou non l'objet de droits de propriété intellectuelle.

Le présent accord-cadre emporte cession du titulaire à l'ADEME, à titre exclusif, de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris ceux de propriété littéraire et artistique ou droit d'auteur, de brevet, de dessins et modèles, de marque et autres signes distinctifs, sur tous les Résultats y compris ceux couverts par le savoir-faire ou le secret des affaires découlant de l'exécution du présent accord-cadre ayant un caractère protégeable, au fur et à mesure de leur conception, création, invention et/ou réalisation et/ou livraison, ce qui est expressément consenti et accepté respectivement par les Parties.

Le présent accord-cadre n'emporte pas transfert des droits afférents aux Connaissances Antérieures. L'ADEME, le titulaire et les tiers restent titulaires chacun en ce qui le concerne des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature portant sur les Connaissances Antérieures.

L'ADEME concède au titulaire, à titre non exclusif et jusqu'au terme du présent accord-cadre, un droit d'usage par celui-ci des Connaissances Antérieures de l'ADEME nécessaires à la réalisation de la prestation objet de l'accord-cadre.

Le titulaire concède à titre non exclusif à l'ADEME le droit d'utiliser de façon temporaire ou permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes les Connaissances Antérieures strictement nécessaires pour utiliser les Résultats et pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de changer, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les Connaissances Antérieures. La concession des droits sur les Connaissances Antérieures est comprise dans le prix de l'accord-cadre. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les Résultats.

La cession des droits de propriété intellectuelle mentionnée au 2ème alinéa ci-dessus est expressément consentie et acceptée respectivement par les Parties pour le monde entier et pour les durées légales de protection.

La cession mentionnée aux paragraphes précédents comprend l'ensemble des droits d'exploitation et notamment les droits de reproduction, de représentation, de diffusion, de communication, de publication, d'exposition, de mise en consultation, d'utilisation, de mise en circulation, de location, de commercialisation, de traduction, d'adaptation, de modification, de mise à jour et d'exploitation dérivée, directe ou indirecte, par l'ADEME ou par des tiers avec l'autorisation de l'ADEME, des œuvres contenues dans les Résultats de l'exécution du présent accord-cadre ainsi que de leurs traductions, adaptations et modifications, prises en intégralité ou par extraits, pour une utilisation séparée ou dans un ensemble, sur tous supports et par tous moyens et médias, connus ou inconnus à ce jour, dans toutes les définitions, en tous formats, en toutes langues, dans tous les circuits et réseaux, en tous pays, auprès de tous publics, ce qui est expressément consenti et accepté respectivement par les Parties.

Tous les droits précisés au paragraphe précédent dans leur nature et leur étendue sont présentement cédés pour une exploitation commerciale ou non, publicitaire ou non, promotionnelle ou non, à titre onéreux ou gratuit, publique ou privée, ce qui est expressément consenti et accepté respectivement par les Parties.

L'ADEME aura toute liberté pour concéder à des tiers, dans tous pays et pour toutes langues, par voie de cession ou de licence, les droits qui lui sont conférés aux présentes dans les termes et les conditions qui lui sembleront les plus adaptées.

Le titulaire cède également à l'ADEME, qui accepte, tous les droits de poursuite, notamment judiciaire, pour des faits de contrefaçon antérieurs à la date de la présente cession. En conséquence, l'ADEME se trouve dès la date de prise d'effet de l'accord-cadre, et par le seul effet des présentes, subrogée dans tous les droits, actions et privilèges du titulaire, issus de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris ceux de propriété littéraire et artistique ou droit d'auteur, de brevet, de marque et autres signes distinctifs, présentement cédés par le titulaire à l'ADEME, tels que prévus par les législations nationale et communautaire ainsi que par les conventions bilatérales et internationales, actuelles ou futures.

Enfin, le titulaire s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

Par exception et dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale de tout ou partie des Résultats par le titulaire, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les Résultats, le titulaire verserait à l'ADEME une redevance.

Le titulaire autorise expressément par les présentes l'ADEME, qui accepte, à utiliser elle-même ou à autoriser des tiers à utiliser les Résultats de l'exécution du présent accord-cadre ne pouvant donner lieu à aucune protection, dans les mêmes conditions que ceux bénéficiant d'une protection.

5.2 Garantie de jouissance paisible

Le titulaire garantit à l'ADEME la jouissance paisible, entière et libre de toute servitude, des droits cédés contre tous troubles, revendications et/ou évictions quelconques.

Le titulaire déclare notamment que les Résultats sont entièrement originaux et ne contiennent aucun emprunt à une autre œuvre de quelque nature que ce soit, qui serait susceptible d'engager la responsabilité de l'ADEME. Il garantit à l'ADEME qu'il n'a concédé sur les Résultats aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers.

Il garantit à l'ADEME que les résultats de l'exécution du présent accord-cadre ne contiennent rien qui puisse tomber sous le coup des lois et autres dispositions relatives à la diffamation et l'injure, à la vie privée et au droit de la personnalité, à l'atteinte aux bonnes mœurs ou à la contrefaçon - concurrence déloyale - parasitisme, et de manière générale toute atteinte à des droits de tiers.

En conséquence, le titulaire s'engage à garantir l'ADEME de l'ensemble des dommages et intérêts prononcés à l'encontre de l'ADEME et des frais exposés par l'ADEME en défense contre toute action intentée par des tiers en violation de droits de propriété intellectuelle suite à l'utilisation ou exploitation desdits Résultats par l'ADEME. Par ailleurs, le titulaire s'engage à coopérer et à apporter son assistance à l'ADEME en cas de procès, réclamation ou poursuite intenté par tout tiers à l'encontre de l'ADEME dans les cas de violation de droits précités.

5.3 Rémunération de la cession

Etant donné que les prix versés par l'ADEME au titulaire au titre du présent accord-cadre englobent déjà une rémunération forfaitaire pour la cession desdits droits, il est rappelé qu'il a été expressément convenu entre les Parties que le titulaire ne recevra aucune rémunération supplémentaire de l'ADEME au titre de la cession de l'ensemble des droits, consentie et acceptée à la clause 5.1 ci-dessus, sur les Résultats découlant de l'exécution du présent accord-cadre.

5.4 Protection des Résultats

L'ADEME décidera seule de l'opportunité et de la nature des mesures de protection à prendre sur les Résultats de l'exécution du présent accord-cadre et se réserve le droit de faire enregistrer à son nom tout nom de domaine, brevet, dessin ou modèle ou marque sur des inventions, créations de forme ou signes distinctifs résultant de l'exécution du présent accord-cadre, pour une utilisation par elle-même ou ses licenciés, ou par des tiers 'autorisés, ce à quoi le titulaire consent expressément.

6. MAITRISE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

6.1 Obligation générale d'information

Le titulaire s'engage à informer préalablement l'ADEME de tout recours, partiel ou intégral, à un système ou modèle d'intelligence artificielle dans le cadre de l'exécution des prestations prévues dans le cadre du présent cahier des charges.

Cette information devra préciser la nature du système ou modèle d'intelligence artificielle, le périmètre d'utilisation (partiel ou intégral), la finalité de l'usage, les éventuelles incidences sur la qualité, la sécurité et la confidentialité.

6.2 Conformité réglementaire

La présente clause vise à garantir que le titulaire satisfait aux exigences posées à l'article 4 du Règlement (UE) 2024/1689 relatif à l'intelligence artificielle (le « Règlement IA »), en particulier celles afférentes à la maîtrise et à la compréhension suffisante du système d'intelligence artificielle (le « Système ») par les personnes humaines impliquées dans son développement, son déploiement ou son utilisation. Cette clause s'applique indépendamment du niveau de risque associé au Système au sens du Règlement IA.

6.3 Obligation de compétence et de compréhension

Le titulaire s'engage à ce que les personnes placées sous sa responsabilité et intervenant à quelque titre que ce soit sur le Système disposent des compétences, connaissances et formations nécessaires pour :

comprendre le fonctionnement général du Système, ses capacités, limites et effets probables dans le contexte d'usage contractuel ;

évaluer de manière prudente les résultats produits par le Système et en éviter les usages inappropriés ou trompeurs ;

garantir une exploitation conforme aux prescriptions techniques, contractuelles et réglementaires applicables.

Cette obligation couvre notamment les personnels affectés à la conception, à l'intégration, à la livraison, à la configuration ou à la maintenance du Système.

6.4 Dispositif d'accompagnement pédagogique

À cette fin, le titulaire met en place, à ses frais, un dispositif d'accompagnement adapté à la nature du Système et aux rôles des intervenants. Ce dispositif inclura tout moyen raisonnable permettant de satisfaire aux obligations ci-dessus : sessions de formation, supports pédagogiques, documentation technique vulgarisée, démonstrations opérationnelles, etc.

Ce dispositif devra notamment permettre :

- l'identification claire des fonctions principales du Système ;
- la compréhension de ses limites et conditions d'utilisation sécurisée ;
- le respect du Règlement IA et des finalités contractuelles définies.

7. PÉNALITÉS

7.1 Dispositions générales

Dans les cas prévus ci-après, tout manquement imputable au Titulaire, à ses obligations au titre du contrat, sera sanctionné de pénalités, sans préjudice s'il y a lieu d'éventuels dommages et intérêts.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités est plafonné à 20% du montant total hors taxes du contrat pour les prestations dites « P2 ».

Les pénalités susceptibles d'être appliquées à l'occasion de la réalisation des prestations à bons de commandes ne sont pas plafonnées.

Il est fait application de l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, sauf stipulation expresse contraire, les pénalités interviendront de plein droit en cas de retard ou en cas de manquement dans l'exécution de la prestation sur simple constatation de l'ADEME et sans qu'il soit besoin pour celui-ci d'adresser au Titulaire une mise en demeure préalable. L'ADEME pourra néanmoins, à sa convenance et sans que cela constitue pour lui une obligation, se soumettre à cette formalité. Tous les retards ou manquements sont constatés par l'ADEME ou tout contrôleur tiers désigné par lui.

Lorsque l'application d'une pénalité est précédée d'une mise en demeure, le Titulaire présente, en réponse, ses observations. L'ADEME précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards ou manquements concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du Titulaire, l'ADEME applique les pénalités. Si l'ADEME considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ou le manquement n'est pas imputable au Titulaire, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré ou au jour de la constatation du manquement.

Les pénalités ne sont pas libératoires et sont cumulables entre elles pour autant qu'elles sanctionnent un manquement différent. Le cas échéant, les pénalités sont applicables par bâtiment et/ou par site.

Les différentes pénalités seront déduites, par précompte, des factures présentées par le Titulaire (compensation). Si les pénalités sont, en principe, appliquées par précompte sur la facture du mois ou de la période au cours duquel / de laquelle le ou les manquements ont été

constatés, l'ADEME peut toutefois les appliquer sans limite de délai par précompte sur une facture autre que celle du mois où le ou les manquements ont été constatés. En tout état de cause, l'ADEME se réserve la possibilité alternative ou complémentaire d'émettre des titres de recettes pour obtenir le paiement des pénalités prévues au contrat.

7.2 Pénalités générales

Contenu	Modalités	Montant €
Pénalités pour retard d'intervention hors astreinte Si le délai pour intervenir sur une installation hors astreinte n'est pas respecté.	Par heure de retard	100€
Pénalités pour retard d'intervention en période d'astreinte Si le délai d'intervention sur une installation en période d'astreinte n'est pas respecté.	Par heure de retard	150€
Pénalités pour retard dans la remise en service des installations	Par heure de retard	100€
Pénalités pour retard dans la mise en œuvre des mesures conservatoires Pénalité applicable en l'absence de mise en œuvre de mesures conservatoires	Par heure de retard	100€
Non-respect des obligations de maintenance	100€ par constat et 50€ par jour après signalement du manquement	
Non-respect d'une obligation réglementaire ou des règles d'hygiène et de sécurité	100€ par constat et 50€ par jour après signalement du manquement	
Pénalités pour absence d'analyse de l'eau de chauffage, eau chaude sanitaire et autres réseaux	100 € par constat et 50€ par jour de retard après signalement du manquement	
Pénalités pour défaut (omission) de présentation du rapport d'analyse de l'eau de chauffage, eau chaude sanitaire et autres réseaux	Par mois de retard	200€
Pénalités pour retard dans la remise des documents et justificatifs Pénalité applicable pour l'absence de remise d'un document, quelque soit le document. Exemple (liste non limitative): justificatif / état des consommations, compte rendu, rapports mensuels ou annuels, attestations, certificats, schémas, déclaration de sous-traitance, outil de suivi des garanties, tableau de suivi des interventions des sous-traitants, journal de bord, tableau de suivi des pièces détachées, fiche technique de la pièce détachée issue du réemploi...).	Par jour et par document	100€

<p>Cette pénalité est applicable au lendemain de l'échéance fixée au contrat ou au lendemain de l'expiration du délai prévu au contrat.</p> <p>Cette pénalité sera également appliquée lorsque le titulaire ne répond pas à une demande de communication ponctuelle de tout document formulée par l'ADEME (dès lors que la fourniture du document ne correspond pas à une échéance spécifique), demande assortie d'un délai ou d'une échéance, qui ne pourra être inférieure à 5 jours ouvrés.</p>		
<p>Pénalités pour remise de documents incomplets</p> <p>Pénalité applicable sur constat de la remise d'un document n'ayant pas été mis à jour ou incomplet, quel que soit le document</p>	50€ par constat et 100€ par semaine de retard après signalement du manquement, par document	
<p>Pénalités pour défaut de présence à une réunion</p> <p>Pénalité applicable pour toute absence non prévue et injustifiée</p>	Par absence, et par personne	150€
<p>Pénalités pour retard à une réunion</p> <p>Pénalité applicable pour tout retard supérieur à 30 minutes</p>	Par retard et par personne	100€
<p>Pénalités pour défaut d'information relative au changement de personnel du titulaire</p> <p>Cette pénalité est également applicable au personnel des sous-traitants déclarés, acceptés et dont les conditions ont été agréées par l'ADEME.</p>	Par constat	250€
<p>Pénalité pour absence de déclaration de sous-traitance</p> <p>Pénalité applicable, après le début d'exécution des prestations par le sous-traitant, lorsque le titulaire n'a pas déclaré la sous-traitance et n'a pas obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.</p> <p>Ce manquement est par ailleurs susceptible d'entraîner la résiliation pour faute du marché, dans les conditions prévues à l'article 7 du présent CCAP.</p>	1000€ par constat de sous-traitance non déclarée puis 300€ par jour de retard	
<p>Pénalité pour carence dans la gestion des déchets</p>	Par constat	200€
<p>Pénalités pour défaut d'utilisation de la GMAO imposée par l'ADEME (lot n°2) et/ou retard sur la saisie de la GMAO</p>	50€ par constat et 100€ par semaine de retard après signalement du manquement	
<p>Pénalités pour travail dissimulé</p> <p>Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé, par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié (articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail), l'ADEME applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant HT du marché.</p> <p>Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.</p>	Par constat	10,0 % du montant HT du marché.
<p>Pénalités applicables aux autres types de manquement</p>	Par jour calendaire de retard et par	50€

Pour tout manquement ne faisant pas l'objet d'une des pénalités prévues à l'article 6, le Titulaire se verra appliquer, après une mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité d'un montant de 50€ par jour calendaire de retard, par manquement relevé par l'ADEME aux stipulations du contrat, à compter de l'échéance fixée dans la mise en demeure. Le Titulaire sera invité à présenter ses observations avant application des pénalités.	manquement après mise en demeure.	
--	-----------------------------------	--

7.3 Pénalités spécifiques aux prestations de chauffage, climatisation et rafraîchissement

Contenu	Modalités	Montant
Pénalités pour retard ou interruption Si le chauffage ou la climatisation n'est pas mis en service ou arrêté avec un retard de plus de 2 heures ou si le chauffage est interrompu pendant plus de 2 heures pendant la période de chauffage (en dehors des arrêts techniques convenus avec l'ADEME). Sont assimilables à ces cas, tous retards à la mise en route ou interruption, chacun d'une durée inférieure à 2 heures consécutives, mais dont la durée totale cumulée pendant la période de climatisation ou de chauffage est supérieure à 8 heures.	Par heure de retard et par bâtiment	150€
Pénalités en cas de manquement portant sur : <ul style="list-style-type: none"> - les mises en réduits ; - sur les températures de consignes ; que leur régime soit prédéfini ou ordonné (définition ou modification) par l'ADEME.	Par constat, par bâtiment, par jour, en l'absence de résolution de la difficulté technique identifiée dans les délais prévus au CCTP.	250€

7.4 Pénalités spécifiques aux prestations hors forfait faisant l'objet de bons de commande

Contenu	Modalités	Montant €
Pénalités pour retard dans la transmission de devis Le TITULAIRE dispose de 10 jours ouvrés ou de 5 jours ouvrés (lorsque les prestations et travaux sont urgents) pour transmettre un devis.	Par jour de retard	40€
Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations et travaux Pénalité applicable en cas de non-respect des délais imposés aux CCTP, ordres de services et bons de commande ou proposés dans les devis.	Par jour de retard	100€
Pénalités pour retard dans la levée des réserves La pénalité s'applique pour chacune des réserves non levées.	Par jour calendaire de retard, par réserve.	70€
Pénalités au cours de la garantie de parfait achèvement Lors de la garantie de parfait achèvement, le Titulaire se doit d'intervenir dans le délai fixé à la suite de la demande d'intervention.	Par jour calendaire de retard	70€
Pénalités pour non-respect des taux et coefficient de vente prévus au BPU	Par constat	150€
Pénalités pour retard dans la remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) Pénalité applicable en cas de non-respect du délai imposé par l'ADEME.	Par jour	50€
Pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir après exécution Pénalité applicable, par document, en cas de non-respect des délais imposés aux CCTP, ordres de services et bons de commande ou proposés dans les devis. A titre d'exemple, liste non limitative : les Documents des Ouvrages Exécutés (DOE) lesquels doivent être remis à la date de la réception des matériels, équipements et installations, les notices, factures ...	Par jour	50€

7.5 Pénalités applicables en cas de non-respect des considérations environnementales et sociales

Sur constatation de l'ADEME ou de son représentant, d'un manquement du titulaire aux obligations environnementales et sociales définies à l'article 2.2.4 du présent CCAP, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 50€ par manquement constaté.

Une pénalité additionnelle de 50€ par jour de retard sera appliquée à la suite d'une mise en demeure non suivie d'effet, notifiée après le constat du manquement.

Cette pénalité est cumulable avec les pénalités prévues à l'article 6.2 (pénalités générales).

7.6 Pénalités applicables en cas de non-respect des règles de sécurité et d'hygiène du chantier

Sur constatation de l'ADEME ou de son représentant, de l'absence de respect l'une des obligations prévues en matière de sécurité et d'hygiène du chantier (protection collective, défaut de protection et signalisation du chantier, absence de nettoyage du chantier ...) : 300€ par constat.

Une pénalité additionnelle de 50€ par jour de retard sera appliquée à la suite d'une mise en demeure non suivie d'effet, notifiée après le constat du manquement.

8. MESURES COERCITIVES – MISE EN REGIE - RESILIATION

8.1 Mise en régie

Lorsque le Titulaire n'exécute pas ses obligations, les exécute sans respecter les stipulations du présent accord-cadre ou en méconnaissance des dispositions législatives ou réglementaires qui s'appliquent, ou refuse d'exécuter un ordre de service ou une mise en demeure que lui adresse l'ADEME, celle-ci peut pallier la défaillance du Titulaire en faisant procéder par un tiers à l'exécution des prestations concernées, et ce aux entiers frais du Titulaire. Le surcoût induit par l'intervention de ce tiers est déduit des sommes dues au Titulaire ou, si les sommes dues au Titulaire ne permettent pas cette compensation, le surcoût induit par l'intervention de ce tiers est facturé au Titulaire, qui doit régler les sommes dues dans un délai de soixante (60) jours à réception de la facture.

L'ADEME peut en outre imputer au Titulaire toute somme représentant le préjudice qu'elle subit en conséquence des fautes commises par le Titulaire ou de ses défauts d'exécution.

8.2 Résiliation pour faute

En complément aux hypothèses de résiliation pour faute du Titulaire, prévues à l'article 41 du CCAG FCS, l'ADEME pourra résilier le marché pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du Titulaire ;
- Pour travail dissimulé :
Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, et sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code de travail, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.
L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à l'ADEME, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.
- Pour sous-traitance sans acceptation préalable des conditions de paiement :
Le recours à la sous-traitance, sans déclaration ni acceptation préalable et agrément des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du marché pour faute.
- Pour fraude au détachement de travailleurs :
Toute infraction constatée ou portée à connaissance de l'ADEME à la réglementation relative au détachement de travailleurs expose le Titulaire à la résiliation du marché pour faute ;
- Au cas où le Titulaire aurait tenté de tromper l'ADEME sur la qualité des fournitures et des prestations, dans le cas où par la négligence ou mauvaise foi, il ne remplirait pas les obligations du marché après une mise en demeure non suivie d'effet ;
- Après 5 constats d'insuffisance de température et/ou de prestation et après une mise en demeure non suivie d'effet ;
- Transfert non autorisé à un tiers de tout ou partie du marché ;
- Faute grave dans les opérations lui incombant ;
- En cas de manquement dans l'exécution des obligations prévues aux articles 2.2.5 et 12 ;
- En cas de carence dans l'exploitation dans les conditions ci-après précisées :
 - En cas de carence prolongée de l'exploitant, et après simple lettre de mise en demeure restée huit jours calendaires sans réponse ni effet, l'ADEME prendra, aux frais et aux risques de l'exploitant, les mesures provisoires qui s'imposent, et notamment pourra faire intervenir toute entreprise de son choix en remplacement de l'exploitant défaillant. Il est souligné que le fait de grève du personnel de l'exploitant ne saurait constituer une cause de force majeure, ce dernier devant dans ce cas faire assurer par tout moyen de son choix toutes les mesures conservatoires s'imposant.
 - Après une deuxième lettre de mise en demeure restée sans effet, il sera procédé à la résiliation du marché.

La résiliation est prononcée, sans indemnité pour le titulaire, après mise en demeure par lettre recommandée avec AR n'ayant pas permis, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi, de constater que le titulaire a bien respecté ses obligations.

Une résiliation aux torts du titulaire empêche tout versement d'une indemnité.

De ce fait, tout ce que l'ADEME a reçu en exécution de l'accord-cadre quel qu'en soit la nature et le caractère matériel ou immatériel lui demeure acquis sans que le titulaire ne puisse prétendre à un quelconque retour; le titulaire ne pouvant plus dès lors prétendre à un quelconque versement de l'ADEME.

L'accord-cadre est soldé à hauteur des prestations effectivement réalisées et acceptées ; l'ADEME se libérera par paiement d'un éventuel solde à payer. L'ADEME retranche de ce solde toute pénalité ou réfaction de prix correspondant aux inexécutions constatées. En outre, l'ADEME peut retrancher de ce solde tout acompte versé qui n'aurait donné lieu à la remise d'aucune prestation et toute somme représentant le préjudice qu'elle subit en conséquence soit des fautes commises par le titulaire, soit de la résiliation de l'accord-cadre en conséquence de ses agissements fautifs.

Si le montant restant à facturer se trouvait être inférieur aux sommes dues par le titulaire à l'ADEME, le titulaire sera invité à verser la somme d'argent correspondante à l'ADEME.

Par ailleurs, la totalité des sommes perçues au titre du présent accord-cadre peut donner lieu à répétition en cas de déclarations inexactes ou mensongères dont la constatation fait apparaître que leur montant a été utilisé irrégulièrement ou ne l'a pas été.

9. AUTRES DISPOSITIONS

9.1 Nantissement et cession de créances

Le titulaire pourra donner le présent accord-cadre en nantissement ou céder les créances qu'il détient en application du présent contrat sous réserve de respecter les procédures y afférentes, étant précisé que la signification du nantissement ou de la cession de créances pour être valable, devra être notifiée exclusivement au nom de l'agent comptable et à son adresse au siège social de l'ADEME (Angers) (article R. 2191-55 du Code de la commande publique) :

ADEME - AGENT COMPTABLE
20 avenue du Grésillé- BP 90406 – 49004 Angers Cedex 01

Toute signification d'un nantissement ou d'une cession de créances qui ne serait pas effectuée à cette adresse sera inopposable à l'ADEME. Le titulaire est tenu d'avertir les personnes auprès desquelles il organise un nantissement ou une cession de créance de cette exigence et garantit tout défaut d'information sur l'adresse de signification d'un nantissement ou d'une cession de créances. L'ADEME ne pourra en aucun cas être tenue responsable en cas de notification d'un nantissement ou d'une cession de créances adressée à une mauvaise adresse.

9.2 Sous-traitance

En application des articles L.2193-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord-cadre, sous réserve de

l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par l'ADEME et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant, au moment de la conclusion et pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Néanmoins, en application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, **il est précisé au candidat que les prestations ci-après listées sont considérées comme « tâches essentielles » et conséquemment, ne pourront être sous-traitées :**

- Les prestations relatives à l'entretien et la maintenance des équipements et installations de chauffage, ventilation, climatisation (niveau de maintenance 1 et 2) ;
- Les prestations relatives à l'entretien et la maintenance des équipements et installations courant faible (niveau de maintenance 1 et 2).

Ainsi, s'agissant de ces « tâches essentielles » au sens de l'article L. 2193-3 précité, il appartient au Titulaire, de détenir « en propre » (c'est-à-dire sans pouvoir faire appel aux capacités d'un sous-traitant désigné) les capacités exigées précitées correspondant à chaque tâche essentielle. Dans le cas contraire, le Titulaire s'expose à la mise en œuvre des sanctions prévues aux articles 6 (pénalités) et 7 (résiliation pour faute) du présent CCAP.

La déclaration de sous-traitance sera établie sur la base du formulaire disponible sur le site internet du Ministère en charge de l'Economie, des Finances et de l'Industrie dans la rubrique marchés publics/DAJ.

La déclaration doit comporter l'ensemble des informations listées par l'article R.2193-1 du code de la commande publique :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner mentionnée au chapitre 1er du titre IV du livre 1er « Dispositions générales » du code de la commande publique.

Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit en outre établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Si le montant des prestations sous-traitées semble anormalement bas, l'ADEME met en œuvre les dispositions des articles L.2193-8 et R.2152-3 du code de la commande publique en sollicitant du titulaire des explications sur le niveau du prix, qu'il doit transmettre dans le délai qu'elle fixe à cet effet.

Si l'ADEME conserve le silence pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception de la déclaration de sous-traitance, le sous-traitant est réputé accepté et ses conditions de paiement agréées.

Le titulaire reste entièrement responsable de l'exécution des prestations qui lui sont confiées en application du présent accord-cadre, même s'il en sous-traite l'exécution.

9.3 Dispositions relatives à la co-traitance

Dans l'hypothèse où le Titulaire est un groupement momentané d'entreprises, ledit groupement est soit un groupement solidaire soit un groupement conjoint. Si le Titulaire est un groupement conjoint, le présent marché prévoit que son mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Le mandataire en raison de la durée du marché est par conséquent engagé pour la totalité du marché et devra pallier toute éventuelle défaillance de ses cotraitants.

Le mandataire, désigné dans l'acte d'engagement en conformité avec la lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent) et l'acte d'engagement, représente l'ensemble des cocontractants, vis-à-vis de l'ADEME.

Le Titulaire, et le cas échéant tout membre du groupement Titulaire, certifie qu'il est en règle vis à vis des lois fiscales et sociales et s'engage en outre :

- A informer l'ADEME, dès qu'elles se produisent, de toutes modifications dans son statut (notamment la forme juridique, le montant du capital, l'objet social, l'actionnaire majoritaire, toute cession totale ou partielle d'activités, de même qu'en cas de dépôt de bilan et de redressement judiciaire) ;
- A produire les pièces mentionnées à l'article D 8222-5 du code du travail à la conclusion du marché, et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution.

9.4 Protection de l'environnement

Le titulaire se conforme aux lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé des personnes, et de la préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de l'ADEME.

Les services de l'ADEME dans leur rôle de promotion des bonnes pratiques en matière de développement durable peuvent être amenés à formuler des recommandations pour une meilleure prise en compte de la protection de l'environnement. Lorsque ces recommandations ne représentent pas de surcoût, le titulaire s'y conforme.

Le titulaire garantit l'ADEME de tout préjudice d'image qui résulterait d'une contravention aux lois et règlements intéressant la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé des personnes, et de la préservation du voisinage qui lui serait imputable mais aussi de toute attitude, comportement ou agissement qu'il adopterait et qui, sans méconnaître frontalement une loi ou un règlement, contredirait les principes et les comportements vertueux que l'ADEME est chargée de défendre et de promouvoir.

9.5 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire se conforme aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de l'ADEME. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations du présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Si le titulaire a recours à des travailleurs étrangers détachés sur le territoire français pour l'exécution du présent accord-cadre, il doit en avertir immédiatement l'ADEME et se conformer

à l'intégralité de ses obligations déclaratives énoncées par l'article L.1262-4-1 du code du travail.

A défaut d'avoir informé l'ADEME de l'organisation d'un tel détachement, le titulaire garantit l'ADEME de toutes les condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre en conséquence de ce détachement, notamment s'il intervient dans des conditions irrégulières.

Conformément aux dispositions de l'article L. 8254-1 du code du travail, si le titulaire emploie des travailleurs étrangers, le titulaire est tenu d'adresser spontanément à l'ADEME, au moment de la notification de l'accord-cadre puis tous les 6 mois jusqu'à son terme, la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail (la liste doit préciser la date d'embauche, la nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).

A défaut de transmission de ces éléments, le titulaire garantit l'ADEME de toutes les condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre en conséquence de l'emploi illégal ou irrégulier de travailleurs étrangers.

Enfin, conformément aux dispositions des articles L. 8222-1 à L. 8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ADEME, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ADEME pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

A ce titre, le titulaire garantit l'ADEME de toutes les condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre en conséquence de l'irrégularité de la situation du titulaire au regard de ses obligations sociales.

10. RESPONSABILITE

Le titulaire est entièrement responsable de l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre dans le parfait respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires susceptibles de s'appliquer.

Les prestations exécutées dans le cadre du présent accord-cadre le seront sous la seule responsabilité du titulaire qui fera son affaire en particulier de tous les risques auxquels pourraient être exposés les personnels et matériels affectés à la réalisation des prestations ainsi commandées.

Néanmoins la responsabilité contractuelle du Titulaire ne peut être engagée dans les cas suivants :

- Faute de l'ADEME ;
- Cas de force majeure ;
- Vice ou défaillance de l'installation relevant des garanties contractuelles et légales des constructeurs ou des fournisseurs de l'ADEME, à charge pour le Titulaire de le démontrer, et le cas échéant, de mettre en œuvre lesdites garanties pour le compte de l'ADEME ;

Mise en conformité des installations, lorsque l'ADEME n'a pas donné suite aux recommandations du Titulaire ou autres prestataires chargés des contrôles. En tant que sachant, le Titulaire a un devoir permanent de conseil vis-à-vis de l'ADEME sur la conformité des installations à sa charge.

Le titulaire devra souscrire et maintenir en vigueur pendant toute la durée d'accomplissement de ses obligations contractuelles les polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques qu'il encoure. Il devra pouvoir en justifier à la première demande de l'ADEME.

11. ASSURANCES

Le Titulaire ainsi que les cotraitants et sous-traitants désignés dans le marché devront justifier qu'ils sont Titulaires d'assurances garantissant leur responsabilité, dans le cadre du présent marché, tant à l'égard des tiers et de l'ADEME. La garantie devra être suffisante et elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

L'ADEME exige du Titulaire qu'il produise chaque année un justificatif des assurances souscrites :

- Assurance de responsabilité civile :

Le Titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est Titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le Titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris à l'ADEME ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des prestations si celles-ci durent sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile. Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus. Le Titulaire doit être garanti des conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et de l'ADEME, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux.

- Assurance de responsabilité civile décennale :

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le Titulaire, et s'il y a lieu ses-cotraitants et leurs sous-traitants doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier entête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quel que soit la date d'intervention du Titulaire.

Le Titulaire et le cas échéant le groupement titulaire fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance des sous-traitants afin de les produire à toute réclamation de l'ADEME. Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

12. DIFFERENDS ET LITIGES/ LEGISLATION APPLICABLE

En cas de différends, le titulaire doit adresser à l'ADEME par tout moyen donnant date certaine à sa réception une réclamation préalable dans un délai d'un (1) mois à compter de la date d'apparition du différend, sans quoi il est forclos à introduire toute action intéressant ce différend. Cette réclamation préalable doit exposer avec précision les motifs ayant conduit au différend et le chiffrage des sommes que le titulaire estime lui être dues.

A défaut de réponse à cette réclamation préalable dans un délai d'un (1) mois à compter de sa réception, l'ADEME est réputée avoir rejeté la demande du titulaire. Celui-ci dispose alors d'un délai de deux (2) mois pour saisir le tribunal administratif de Nantes d'une éventuelle requête contestant le refus opposé à sa réclamation.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation pendant le temps d'instruction de la réclamation préalable. Si le temps de négociation le nécessite, elles pourront s'accorder pour prolonger le délai de recours ouvert contre le rejet implicite de l'ADEME qui pourrait être né, par un accord écrit signé par elles. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord.

De manière générale, tous les recours inhérents à la passation ou à l'exécution du présent contrat, devront être exercés devant le tribunal administratif de Nantes.

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.

13. RESPONSABLES RESPECTIFS ET COORDONNEES

Les parties au présent accord-cadre conviennent de s'informer mutuellement par écrit au cas où elles envisageraient de changer leurs responsables respectifs désignés à l'Acte d'Engagement.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre l'équipe décrite dans son offre.

En cas d'absence ou de défaillance de la personne désignée ci-dessus ou de tout membre de son équipe, nominativement désigné dans l'offre, le titulaire doit en aviser immédiatement par écrit le responsable identifié par l'ADEME et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le titulaire de l'accord-cadre devra être en mesure de proposer un remplaçant de qualification et d'expérience au moins équivalentes et d'en communiquer par écrit le nom et les titres à l'ADEME dans un délai de huit (8) jours à compter de la date d'envoi de l'avis précité. Le défaut d'accord sur le remplaçant ou le non-respect de la procédure décrite ci-dessus expose le titulaire à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

14. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement, et ses annexes :
 - L'annexe financière de l'AE (annexe n°1), comprenant une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et un bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - L'annexe relative à la déclaration de nantissement ou de cession de créances ;
 - L'annexe relative à la demande d'acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de paiement (annexe n°2) et le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché, lesquels feront partie intégrante de cette annexe n°3 ;
 - L'annexe relative à la désignation des co-traitants et la répartition des prestations (annexe n°4).
- L'éventuel document de mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), y compris son annexe relative au respect du RGPD ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), hors de la garantie totale, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations listées dans le dernier article du présent CCAP ;
- Le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP –

applicable dans le cadre de l'exécution des prestations relatifs au chauffage, ventilation et climatisation (CVC). Ainsi que L'ensemble des décrets, arrêtés, règlements, normes et textes subséquents en vigueur, applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

- Le Mémoire technique du Titulaire présentant les dispositions que le Titulaire adopte pour l'exécution des prestations, ainsi que ses annexes éventuelles.

En cas de contradiction ou de difficulté d'interprétation entre les documents ci-dessus, la documentation de niveau supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.

15. VALIDITE

Le présent accord-cadre entrera en vigueur à la date de sa notification au titulaire par l'ADEME.

Par notification, il faut entendre la date de réception par le titulaire d'un des exemplaires originaux du présent accord-cadre signé par les parties, envoyé par tout moyen permettant d'en attester la date de réception par l'ADEME, conformément à l'article R.2182-4 du code de la commande publique.

Ce même accord-cadre demeurera en vigueur jusqu'à la date de paiement effectif du solde du dernier bon de commande en vigueur par l'ADEME tel que prévu à l'acte d'engagement.

16. DEROGATIONS AU CCAG FCS

Le présent CCAP déroge aux dispositions du CCAG FCS pour les articles suivants :

- L'article 2.2.2.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG FCS
- L'article 2.2.2.6 du CCAP déroge aux articles 28 – 29 et 30 du CCAG FCS
- L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG FCS
- L'article 3.8.2.1 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG FCS
- L'article 7.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG FCS
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS